

Considérant que dans l'état actuel de la réglementation les agents de l'Etat féminins peuvent, après le congé de maternité, obtenir un congé d'allaitement; qu'il est indiqué de remplacer ce congé par un congé parental dont puissent bénéficier tous les agents de l'Etat, sans distinction de sexe;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, le 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 22 janvier 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^{er} annuels de vacances et jours fériés, de circonstances ou de convenances personnelles, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officielle »;

Art. 2. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction Publique,

Ph. MAYSTADT

F. 81 — 2208

16 NOVEMBRE 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1968, 17 septembre 1969, 26 mai 1975, 7 mars 1977, 24 avril 1978, 24 novembre 1978, 22 janvier 1979, 13 septembre 1979 et 14 juillet 1981;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 juillet 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, sont apportées les modifications suivantes :

1^{er} à l'alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, les mots « A l'exception des articles 11, 2^o et 3^o, 12 et 20 à 30 » sont remplacés par les mots « A l'exception des articles 2bis, 11, 2^o et 3^o, 12 et 20 à 30 »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « à l'exception des articles 7 à 11 » sont remplacés par les mots « à l'exception de l'article 2bis et des articles 7 à 11 ».

Art. 2. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre 1er du même arrêté :

« **Art. 2bis.** Il est créé auprès du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, pour connaître des recours déterminés par Nous, une Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

Cette commission comprend une section d'expression française et une section d'expression néerlandaise. Le rôle linguistique de l'agent détermine la section devant laquelle il comparait.

Overwegende dat in de huidige stand van de reglementering de vrouwelijke ambtenaren na het bevallingsverlof een borstvoedingsverlof kunnen bekomen; dat het past dit verlof te vervangen door een ouderschapsverlof waarvoor alle rijksambtenaren, zonder onderscheid van geslacht, in aanmerking kunnen komen;

Gelet op het advies van de Algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 102 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, wordt de tekst onder 1^o, die gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 22 januari 1979, door de volgende bepaling vervangen :

« 1^o voor jaarlijkse vakantie en op de feestdagen, voor persoonlijke omstandigheden of aangelegenheden, voor bevalling, voor ouderschap, voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij »;

Art. 2. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

Ph. MAYSTADT

N. 81 — 2298

16 NOVEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1968, 17 september 1969, 26 mei 1975, 7 maart 1977, 24 april 1979, 24 november 1978, 22 januari 1979, 13 september 1979 en 14 juli 1981;

Gelet op het advies van de Algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 juli 1981;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, worden de woorden « Met uitzondering van de artikelen 11, 2^o en 3^o, 12 en 20 tot 30 » vervangen door de woorden « Met uitzondering van de artikelen 2bis, 11, 2^o en 3^o, 12 en 20 tot 30 »;

2^o in het derde lid worden de woorden « de artikelen 7 tot 11 uitgezonderd » vervangen door de woorden « artikel 2bis en de artikelen 7 tot 11 uitgezonderd ».

Art. 2. In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« **Art. 2bis.** Bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wordt een Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid ingesteld om kennis te nemen van de door Ons bepaalde beroepen.

De commissie omvat een Nederlandstalige en een Franstalige afdeling. De taalrol van het personeelslid bepaakt de afdeling die bevoegd is.

La commission se compose :

- a) d'un président, magistrat, nommé par Nous et présidant les deux sections;
- b) par section, de trois membres, nommés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions parmi les agents du niveau 1 en activité de service et dont un est revêtu d'un grade du rang 15 ou d'un rang plus élevé;
- c) par section, de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives;
- d) de suppléants, à savoir un président et des membres désignés de la même manière que les membres effectifs.

Par section, un secrétaire et un secrétaire suppléant sont désignés par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

La commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

L'agent dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours prenant cours, selon le cas, à la date à laquelle il a été avisé de la décision de refus opposée à sa demande ou à la date à laquelle il a été averti, par lettre recommandée à la poste, qu'il était mis fin au congé dont il bénéficiait.

A moins d'empêchement légitime, l'agent comparait en personne devant la commission; il peut se faire assister d'un agent du ministère auquel il appartient ou d'un délégué d'une organisation syndicale représentative. Ce défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, de la commission.

La mesure contestée est défendue par un fonctionnaire que désigne le ministre qui l'a prise, ou son délégué.

Ni ce fonctionnaire, ni l'auteur du recours, ou son défenseur ne peuvent assister à la délibération.

La décision de la commission est sans appel. »

Art. 3. L'article 5, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 janvier 1979, est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Sauf en ce qui concerne l'après-midi du 22 juillet, lorsqu'un des jours de congés visés au premier alinéa coïncide avec un jour où l'agent ne travaille pas en vertu du régime de travail qui lui est applicable, il est accordé un jour de congé de compensation qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Par dérogation à l'alinéa 3, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions fixe chaque année les dates auxquelles doivent être pris certains ou tous les jours de congé de compensation pour les jours fériés qui coïncident avec un samedi ou un dimanche. Les agents obligés de travailler à ces dates, reçoivent un jour de congé de récupération qui peut être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances. »

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. L'agent de l'Etat qui est en activité de service, peut, après la naissance d'un enfant, obtenir à sa demande un congé parental. La durée de ce congé ne peut excéder trois mois. Ce congé doit être pris dans l'année qui suit la naissance de l'enfant.

Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service. »

Art. 5. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, des congés peuvent être accordés aux agents de l'Etat :

- 1° pour des motifs impérieux d'ordre familial;
- 2° pour leur permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, de l'enseignement universitaire, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné;
- 3° pour leur permettre de présenter leur candidature aux élections législatives ou provinciales.

De commissie is samengesteld uit :

- a) een door Ons benoemde voorzitter, magistraat, die de beide afdelingen voorziet;
- b) per afdeling, drie leden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort en gekozen uit de personeelsleden van niveau 1 die in dienstactiviteit zijn en van wie één bekleden is met een graad van rang 15 of hoger;
- c) per afdeling, drie leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties;
- d) plaatsvervangers, namelijk een voorzitter en leden aangewezen zoals de gewone leden.

Per afdeling worden een secretaris en een plaatsvervangende secretaris aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

De commissie stelt haar reglement van orde op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Het personeelslid beschikt, voor het instellen van zijn beroep, over een termijn van tien dagen ingaande, al naar het geval, de dag waarop hem kennis is gegeven van de beslissing tot afwijzing van zijn aanvraag of de dag waarop hij bij een ter post aangekende brief verwittigd is dat aan zijn verlof een einde werd gemaakt.

Behalve bij wettige verhindering verschijnt het personeelslid persoonlijk voor de commissie; het mag zich laten bijstaan door een ambtenaar van het ministerie waartoe het behoort of door een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de commissie.

De betwiste maatregel wordt verdedigd door een ambtenaar, aangewezen door de minister die de maatregel heeft getroffen of diens gemachtigde.

Noch deze ambtenaar, noch degene die het beroep heeft ingediend of zijn verdediger mogen de beraadslaging bijwonen.

De beslissing van de commissie is niet voor beroep vatbaar. »

Art. 3. Artikel 5, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 januari 1979, wordt door de volgende twee leden vervangen :

« Behalve wat 22 juli-namiddag betreft wordt, wanneer een van de in het eerste lid bedoelde verlofdagen samenvalt met een dag waarop de ambtenaar krachtens de arbeidstijdregeling die op hem van toepassing is, niet werkt, een dag compensatieverlof verleend die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kan worden genomen.

In afwijking van het derde lid stelt de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort jaarlijks de data vast waarop sommige of alle compensatieverlofdagen voor feestdagen die met een zaterdag of een zondag samenvallen, moeten worden genomen. De ambtenaren die verplicht zijn op die data te werken, bekomen een dag inhaalverlof dat onder dezelfde omstandigheden als het jaarlijks vakantieverlof kan worden genomen. »

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Het rijkspersoneelslid dat in dienstactiviteit is kan bij de geboorte van een kind aanspraak maken op een ouderschapsverlof. De duur van dit verlof mag drie maanden niet overschrijden. Dit verlof moet genomen worden binnen het jaar na de geboorte van het kind.

Het ouderschapsverlof wordt niet vergoed. Het wordt voor het overige met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld. »

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 11. Voor zover zulks niet indruist tegen het belang van de dienst, kan aan de rijksambtenaren verlof worden toegestaan :

- 1° om dwingende redenen van familiaal belang;
- 2° om hen in staat te stellen een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut;
- 3° om hen in staat te stellen kandidaat te zijn voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen.

Les congés visés au 1° sont accordés pour une période maximum de deux mois ou 45 jours ouvrables par an. Pour l'ensemble de la carrière de l'agent de l'Etat, ces congés ne peuvent toutefois excéder 24 mois ou 340 jours ouvrables.

Les congés visés aux 2° et 3° sont accordés pour une période correspondant soit à la durée normale du stage ou de la période d'essai, soit à la durée de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidat.

Ces congés ne sont pas rémunérés. Ils sont assimilés pour le surplus à des périodes d'activité de service.

Sauf pour les stagiaires, les congés qui dépassent les limites prévues sont convertis de plein droit en disponibilité pour convenance personnelle.

Les décisions prises en vertu du présent article sont susceptibles du recours visé à l'article 2bis.

Art. 6. L'article 14 bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 13 septembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14bis. Pour l'application de l'article 14 à l'agent nommé depuis le 1er janvier 1964, l'ancienneté de service prend également en considération l'ensemble des services effectifs que l'agent a accomplis, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un ou de plusieurs établissements, centres, offices ou organismes d'intérêt public figurant au tableau annexé au présent arrêté. »

Art. 7. L'article 28 bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 26 mai 1975 et modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28bis. Les décisions prises en vertu du présent chapitre sont susceptibles du recours visé à l'article 2bis. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

Toutefois, jusqu'à la date que fixera le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, la Commission instituée par l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mai 1975 modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat demeure compétente pour statuer sur les recours dont elle est saisie et connaît des recours visés à l'article 2bis inséré dans l'arrêté royal du 1er juin 1964 par l'article 2 du présent arrêté.

Art. 9. Pour l'application de l'article 11, alinéa 2 deuxième phrase, inséré dans l'arrêté royal du 1er juin 1964 par l'article 5 du présent arrêté, il n'est pas tenu compte des congés accordés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,

Ph. MAYSTADT

F. 81 — 2290

16 NOVEMBRE 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

Het verlof bedoeld onder 1° wordt toegestaan voor een maximum duur van twee maanden of 45 werkdagen per jaar. Over de gehele loopbaan van de rijksambtenaar mag dat verlof evenwel 24 maanden of 340 werkdagen niet overschrijden.

De verloven bedoeld onder 2° en 3° worden toegestaan voor een periode die overeenstemt hetzij met de normale duur van de stage of van de proefperiode, hetzij met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.

Deze verloven worden niet vergoed. Zij worden voor het overige met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld.

Behalve voor stagiairs, wordt het verlof dat de gestelde grenzen overschrijdt, van rechtswege in beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheden veranderd.

De krachtens dit artikel genomen beslissingen zijn vatbaar voor het beroep bedoeld in artikel 2bis.

Art. 6. Artikel 14 bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 september 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14bis. Voor de toepassing van artikel 14 ten behoeve van de sedert 1 januari 1964 benoemde ambtenaar neemt de dienstancienniteit eveneens het geheel van de werkelijke prestaties in aanmerking die de ambtenaar in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking verricht heeft, als titularis van ambten die volledige prestaties behelzen, terwijl hij deel uitmaakt van één of meerdere inrichtingen, centra, diensten of instellingen van openbaar nut die vermeld zijn in de tabel in bijlage bij dit besluit. »

Art. 7. Artikel 28 bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1975 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1981, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 28bis. De krachtens dit hoofdstuk genomen beslissingen zijn vatbaar voor het beroep bedoeld in artikel 2bis. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tot de dag die zal worden vastgesteld door de Minister wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, blijft de commissie, ingesteld bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 mei 1975 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, bevoegd om uitspraak te doen over de beroepen die bij haar aanhangig zijn en neemt zij kennis van de beroepen bedoeld in artikel 2bis, in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 ingevoegd door artikel 2 van dit besluit.

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 11, tweede lid, tweede volzin, in het koninklijk besluit van 1 juni 1964 ingevoegd door artikel 5 van dit besluit, wordt geen rekening gehouden met de verloven die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn toegestaan.

Art. 10. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,

Ph. MAYSTADT

N. 81 — 2290

16 NOVEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;